

Ohio vs Kalshi : la première amende d'ampleur contre un marché de prédiction



Antoine Dugast

Publié le 24 avril 2026 . Lecture estimée : 4 min



L'Ohio Casino Control Commission notifie 5 millions de dollars à Kalshi pour paris sportifs non licenciés. Une décision qui intervient après un arrêt fédéral favorable à l'État en mars.

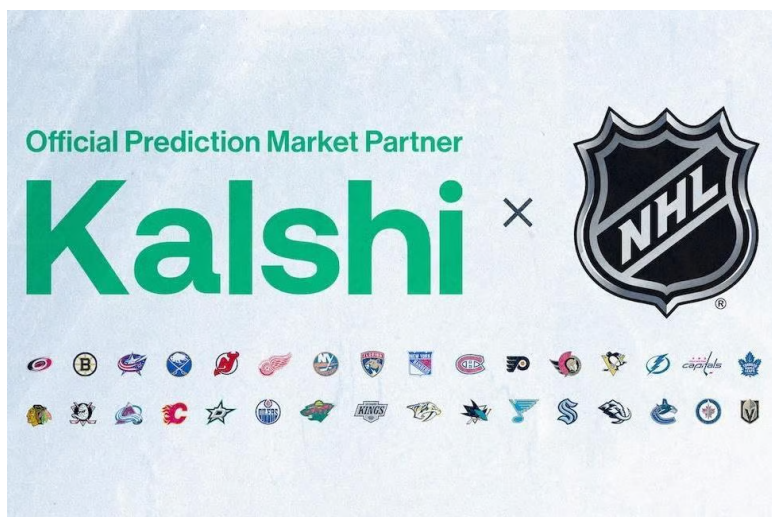
L'[Ohio Casino Control Commission](#) (OCCC) a notifié le 14 avril à Kalshi son intention d'imposer une amende de 5 millions de dollars à la plateforme de marchés prédictifs. Le régulateur reproche à Kalshi d'opérer comme un opérateur de paris sportifs sans licence, via ses contrats événementiels binaires indexés sur les résultats d'épreuves sportives. C'est la sanction financière la plus lourde adressée à ce jour à un marché prédictif par un État américain.

La procédure n'est pas inattendue. L'OCCC avait envoyé à Kalshi plusieurs mises en demeure depuis début 2025, auxquelles la plateforme n'a pas donné suite. En mars 2026, la juge fédérale Sarah Morrison avait refusé la requête de Kalshi qui demandait une injonction contre l'OCCC, estimant que le Commodity Exchange Act ne prive pas les États de leur compétence pour définir ce qui relève ou non du jeu sur leur territoire. Kalshi a poursuivi son activité, et la sanction financière a suivi.

Le procureur général de l'Ohio Dave Yost a commenté la décision en termes particulièrement directs, indiquant publiquement qu'il ne parierait pas sur la durée du maintien de Kalshi dans l'État. Le régulateur dispose d'un arsenal graduel : après la sanction pécuniaire, l'expulsion pure et simple reste une option.

Un conflit juridique majeur entre États et régulateur fédéral

L'affaire intervient dans un paysage juridique devenu contradictoire. Le 7 avril, la 3e Cour d'appel fédérale, à Philadelphie, a tranché 2 contre 1 en faveur de Kalshi dans son litige avec le New Jersey, jugeant que la CFTC dispose d'une compétence exclusive sur les contrats événementiels. Cette décision, frontalement opposée à celle rendue par la juge Morrison dans l'Ohio, crée ce que les juristes américains appellent un circuit split : deux cours fédérales parallèles rendent des décisions inconciliables sur la même question de droit. Le scénario conduit presque mécaniquement à une saisine de la Cour suprême.



À l'instar de son concurrent Polymarket, Kalshi investit également dans des partenariats sportifs stratégiques comme avec la puissante NHL.

Un modèle économique sous pression et des opérateurs divisés

L'enjeu financier pour Kalshi ne se limite pas à l'amende. Les données citées par le Financial Times estiment le revenu annualisé de ses contrats sportifs à 1,3 milliard de dollars, soit environ 20 % du chiffre d'affaires prévisionnel de DraftKings pour 2026. Les contrats sportifs représenteraient 90 % de l'activité totale de la plateforme. Une cascade d'interdictions d'États viendrait frapper au cœur du modèle.

Du côté des opérateurs traditionnels, les positions se clarifient. BetMGM, qui n'a pas lancé de produit prédictif, s'est publiquement rangé aux côtés des régulateurs d'État. DraftKings et FanDuel ont au contraire lancé leurs propres plateformes, tout en conservant leurs licences de paris sportifs classiques, une double casquette que des États comme le Kentucky commencent à encadrer légalement.

Ce durcissement des États se heurte frontalement au positionnement de l'administration Trump, qui soutient ouvertement les marchés de prédiction au niveau fédéral. La Commodity Futures Trading Commission, dirigée par des responsables favorables au secteur, revendique une compétence exclusive sur les contrats événementiels et s'oppose à toute tentative d'encadrement par les États. Kalshi et Polymarket ont construit une partie de leur stratégie de légitimation autour de cet adossement politique et réglementaire fédéral.

Le sujet n'est pas nouveau dans ces colonnes. Le 6 février, [nous analysons le cadre judiciaire qui se mettait en place autour des marchés de prédiction](#). Le 24 mars, nous décrivions [la bataille de position ouverte aux États-Unis entre marchés de prédiction, fan tokens et opérateurs historiques](#). La décision de l'Ohio confirme un changement d'échelle. Les États ne se contentent plus de saisir la justice, ils sanctionnent eux-mêmes et au portefeuille.